

## Gagner la bataille de l'emploi

### I) La droite et l'emploi : cinq années perdues

Le nombre de chômeurs avait été ramené de 3 137 500 en juin 1997 à 2 242 700 en mai 2002, soit une réduction de 894 800. Depuis juin 2002, il s'est simplement stabilisé, puisqu'il atteint 2 093 200 en janvier 2007.

Le chômage des jeunes est en hausse : 46 000 chômeurs de plus, soit une hausse de 15 %.

Le chômage de longue durée stagne : 648 723 en janvier 2007 contre 630 604 en mai 2002, soit une baisse de 3 %. En revanche, le taux de chômage d'une durée comprise entre 2 et 3 ans est en hausse : + 10 000 soit + 7 %.

Cette situation résulte de la faiblesse des créations d'emplois : 161 900 emplois depuis mai 2002, soit seulement 38 000 par an. Entre 1997 et 2002, la France en avait créé 1 804 500, soit 360 900 par an. Depuis la mi-2002, la France crée dix fois moins d'emplois.

### II) Polémique sur les statistiques

Quelle que soit la majorité, les statistiques du chômage sont sujettes à caution, puisqu'elles émanent du gouvernement. C'est pourquoi chaque année l'INSEE publie une enquête visant à corriger les statistiques gouvernementales en fonction des évolutions de la population active et de la réalité des emplois créés.

Pour la première fois cette année, le gouvernement a expressément demandé le report de la publication de l'enquête INSEE à l'automne, soit au lendemain des élections. Or, selon des experts de l'INSEE, le taux de chômage au sens du BIT, suite à ces corrections, se situerait aujourd'hui à 9,5 % et non à 8,6 %. Cette manipulation est d'ailleurs évidente : comment la France pouvait-elle compter 350 000 chômeurs de moins en 18 mois en ne créant que 180 000 emplois ?

### III) Ségolène Royal, candidate du bon emploi pour chacun

#### • Ses propositions pour l'emploi des jeunes :

Sécuriser le parcours des jeunes créateurs en soutenant la création d'entreprises et en généralisant les ateliers de la création dans toutes les régions ;

Créer une allocation autonomie pour les jeunes sous condition de ressources avec un contrat pour faciliter les études et l'entrée dans la vie active ;



Créer le droit au premier emploi des jeunes, pour qu'aucun jeune ne reste au chômage au-delà de six mois sans avoir un accès à une formation, un emploi aidé ou un tutorat rémunérés.

Créer 500 000 emplois-tremplins, prioritairement destinés aux jeunes, en généralisant la mesure prise par les régions de gauche ;

Instaurer un prêt à taux zéro de 10 000 euros en faveur de chaque jeune pour l'aider à construire un projet personnel ou professionnel ;

Créer un service public d'orientation pour que les jeunes soient informés pleinement des débouchés offerts par chaque filière.

• **Ses propositions pour l'emploi des chômeurs de longue durée :**

Mettre en place un revenu de solidarité active (RSA) permettant l'amélioration d'un tiers de ses ressources à tout bénéficiaire de minima sociaux reprenant le travail ;

Renforcer la qualification et la capacité de revenir à l'emploi des salariés menacés de licenciement : mettre en œuvre systématiquement une démarche de validation des acquis de l'expérience professionnelle et reconnaître à chacun un droit à la formation et à la reconversion inversement proportionnel à la durée des études ;

Mettre en place une sécurité sociale professionnelle garantie par l'Etat et permettant à chaque personne privée d'emploi de se voir proposer par les pouvoirs publics un contrat de droits et devoirs comportant : une rémunération, pendant un an, égale à 90 % du dernier salaire net perçu, une formation qualifiante et une aide personnalisée à la recherche d'emploi. Cette prestation sera assurée par un service public de l'emploi rénové.

• **Ses propositions pour créer de nouvelles filières d'emploi :**

Anticiper l'épuisement du pétrole en soutenant massivement les énergies renouvelables pour atteindre 20 % de la consommation en 2020, ce qui permettra de créer 70 000 emplois

Généraliser l'isolation et les économies d'énergie dans le logement, ce qui permettra de créer 80 000 emplois.

Créer des emplois-parents, généraliser des écoles de parents et des consultations de médiation familiale pour aider les parents en difficultés à conforter leur autorité.

**Avec Ségolène Royal,  
Retrouvons le chemin de la croissance et de l'emploi !**

